

**MISSION PERMANENTE  
DE LA REPUBLIQUE DE CÔTE D'IVOIRE  
AUPRES DES NATIONS UNIES**



800 SECOND AVENUE, 5TH FLOOR  
NEW YORK, NY 10017  
TEL : (646) 649-5061  
FAX : (646) 781-9974

**SEANCE D'INFORMATION DU CONSEIL DE SECURITE SUR LA  
SITUATION POLITIQUE EN COLOMBIE**

\*\*\*\*\*

00 00 00 00 00 00 00 00 00 00 00 00 00 00

DECLARATION DE  
SON EXCELLENCE DESIRE WULFRAN G. IPO  
AMBASSADEUR, REPRESENTANT PERMANENT ADJOINT  
DE LA CÔTE D'IVOIRE AUPRES DES NATIONS UNIES

*New York, le 26 Juillet 2018*

*A vérifier au prononcé*

**Monsieur le Président,**

Ma délégation remercie la présidence suédoise pour la tenue de cette importante séance consacrée à l'examen du rapport trimestriel sur la Mission de Vérification des Nations Unies en Colombie. Elle adresse ses félicitations à Monsieur Jean Arnault, Représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies, pour la qualité de son exposé.

Au nom de la délégation ivoirienne, je voudrais souhaiter la très cordiale bienvenue à S.E.M Óscar NARANJO, Vice-président de la République de Colombie ainsi qu'à Madame Maria Ángela Holguín, Ministre des Affaires Etrangères, qui ont bien voulu rehausser de leur présence la séance de ce jour.

**Monsieur le Président,**

Le présent rapport, qui retrace les récentes évolutions du processus de paix en Colombie, intervient au moment où l'un des acteurs principaux de ce processus, le Président Juan Manuel SANTOS, se prépare à céder le pouvoir à son successeur, Monsieur Ivan DUQUE.

Ma délégation félicite les différentes parties colombiennes pour avoir relevé le défi de l'organisation des élections législatives et présidentielle, dans un climat apaisé, avec la participation de tous.

Elle salue également la volonté du Président élu, Monsieur Ivan DUQUE, d'œuvrer à l'unité du pays et de mettre fin à la polarisation de la société colombienne.

Ma délégation note, par ailleurs, avec satisfaction les progrès significatifs réalisés dans le domaine législatif et dans plusieurs secteurs transversaux.

Sur le plan législatif, elle se félicite de l'approbation par le Parlement des règles de procédures de la Juridiction spéciale pour la paix et du lancement de ses travaux, ainsi que de l'autorisation accordée pour la tenue d'un référendum sur les mesures de lutte contre la corruption.

La Côte d'Ivoire apprécie les efforts déployés par le Gouvernement colombien en vue de mettre en place les garanties légales nécessaires à la réintégration des ex-combattants des FARC. Elle salue également la franche collaboration des ex-dirigeants des FARC avec la Commission vérité chargée de faire la lumière sur les violations des droits humains durant le conflit. La comparution du chef des FARC, Monsieur Rodrigo Londono, devant la Commission Vérité, le 29 juin 2018, en est un signe encourageant.

En ce qui concerne les secteurs à caractère transversal, ma délégation exprime sa satisfaction pour tous les efforts visant à impliquer la jeunesse et à intégrer la dimension genre dans le processus de paix en cours, ainsi que les mesures visant à garantir la protection des enfants.

**Monsieur le Président,**

Malgré les progrès enregistrés, le processus de paix en Colombie reste un sujet de préoccupation, en raison non seulement des difficultés liées à la mise en œuvre de l'Accord de paix signé le 24 novembre 2016 avec les FARC mais aussi des velléités de réviser certaines des dispositions capitales de l'Accord de paix.

Les dispositions visées, qui portent sur la procédure de justice, une composante essentielle de la justice transitionnelle, le foncier, et la question du produit de substitution, constituent des domaines clés de l'Accord dont la mise en œuvre est fortement recommandée afin de rétablir la confiance entre les différentes parties.

Ma délégation s'inquiète, par ailleurs, que certains développements observés ces derniers mois ne menacent les acquis du processus de paix. Il s'agit, en l'occurrence, de l'arrestation, pour activités illégales, du leader des FARC, Monsieur Hernandez-Solarte dit Jesus Santrich, des attaques contre des ex-combattants et les membres de leurs familles ainsi que les défenseurs des droits de l'homme, et des incertitudes sur les perspectives de l'Accord avec les FARC, suite à l'alternance politique.

Aussi la Côte d'Ivoire exhorte-t-elle les nouveaux dirigeants colombiens à poursuivre la mise en œuvre de l'Accord de paix avec les FARC et à engager des négociations avec l'Armée de Libération Nationale (ELN), afin de créer les conditions d'une paix et d'un développement durables dans ce pays. Le nouveau Gouvernement devra également apporter des réponses idoines aux préoccupations économiques, sociales, politiques, sécuritaires et à la question de l'état de droit afin de donner des chances de succès au processus de paix en Colombie.

A cet égard, ma délégation est d'avis, conformément aux conclusions du rapport, que les défis à relever doivent porter entre autres, sur les questions de réintégration des anciens combattants, les garanties de sécurité pour les communautés, la lutte contre la violence dans les anciennes zones de conflit et la prolifération de milices, les réponses adéquates à l'économie de la coca ainsi que les frustrations et craintes des anciens combattants et des communautés qui se sentent exclues du processus de paix.

**Monsieur le Président,**

Ma délégation salue la mise en place d'un pacte politique national contre la violence et l'exercice pacifique de la politique, avec l'adoption du pacte de répudiation de la violence contre les dirigeants sociaux par les institutions étatiques, les forces politiques et la société civile.

Dans le même élan, ma délégation encourage le nouveau régime à assurer la protection des leaders communautaires et des défenseurs des droits de l'homme, afin de parvenir à une vraie inclusion politique, sociale et économique en Colombie.

Dans cette perspective, mon pays exhorte la Communauté internationale à accompagner les efforts de paix des parties colombiennes.

Pour terminer, la Côte d'Ivoire exprime tout son soutien au processus de paix en cours, ainsi qu'à la Mission de vérification des Nations Unies en Colombie et réaffirme sa disponibilité à œuvrer, avec les autres membres du Conseil de sécurité, au retour et à la consolidation de la paix en Colombie.

**Je vous remercie.**